

Lire Alain Ehrenberg : une tâche impossible ?

Les travaux d'Alain Ehrenberg semblent frappés par la malédiction du malentendu. Il est extrêmement courant de lu voir attribuer sinon la paternité, du moins le talent d'avoir particulièrement bien exprimé l'idée selon laquelle la dépression, dans les sociétés contemporaines, serait en augmentation du fait des grandes modifications sociétales en cours depuis la fin des années 1960. Récemment, et plutôt d'ailleurs dans la direction idéologique inverse, dans un échange d'arguments pour « La vie des idées » avec Robert Castel, il a été considéré comme le promoteur d'un style d'individualisme plus américain que français, quelqu'un dont les analyses de l'idéal contemporain d'autonomie démasqueraient comme le fourrier à peine caché d'une sorte de néolibéralisme niant la « souffrance psychosociale » et les besoins massifs de protection des faibles. Qu'on n'aille cependant pas croire que cette polémique avec Castel le rende pour autant plus facile à situer sur l'échiquier. Alors qu'il est un des très rares sociologues français, après Castel justement, à s'intéresser à l'histoire comparée de la psychanalyse (en France et aux États-Unis), ainsi qu'à ses mutations conceptuelles, il s'est rendu odieux à toute la frange de psychanalystes qui multiplient les prises de position sur la société prétendument inspirées par la clinique (de Jean-Pierre Lebrun à Dany-Robert Dufour). Car il ne traite jamais leur discours comme une contribution théorique à débattre, mais plutôt comme un double symptôme : celui d'une sociologie subjectiviste sans consistance mais qui a aujourd'hui le vent en poupe, et celui d'un auto-aveuglement exemplaire, un cas d'école du discours social à prétention théorique dans les sociétés individualistes. On ne peut pas non plus dire que les sociologues contemporains officiels soient particulièrement tendres avec lui. La culture professionnelle de l'enquête empirique (les références d'Ehrenberg sont surtout textuelles, et les chiffres qu'il cite sont tirés des travaux des autres) mais aussi l'indifférence à toute philosophie autre que post-marxiste qui domine largement la sociologie universitaire (alors qu'il a suivi pendant de longues années les travaux de Vincent Descombes), tout cela ne parle guère en sa faveur. Si l'on met de côté le milieu d'*Esprit*, ou un auteur tel que Jacques Donzelot, en bute d'ailleurs aux mêmes incompréhensions, il a peu d'amis déclarés.

Il y a une raison essentielle à ce malentendu. Si déplaisant soit-il, il est consubstantiel à l'objet qui intéresse Ehrenberg : les transformations de l'individualisme depuis 1945. Je citerai ici Norbert Elias dans *La société des individus* : « La violence des affrontements qui mettent perpétuellement en question actuellement le rapport de l'individu avec la société limite le champ de notre réflexion. L'émotion et l'angoisse que ces luttes actuelles entretiennent chez les participants se traduisent par l'affectivité dont sont chargés tous les termes qui s'y rapportent directement ou indirectement ; elles créent autour de ces termes une sorte d'aura qui obscurcit plus qu'elle n'éclaire ce qu'ils sont censés exprimer. » De fait, dans une œuvre qui ne cesse de se livrer à une critique du concept de sujet omniprésent en France, à comprendre ce qu'Outre-Atlantique on a mis sous le mot de *self* et les raisons qui rendent ce terme illisible aux Français, dans des pages où le mot d'autonomie voisine avec celui d'*empowerment*, mais qui ne cessent d'invoquer les mânes de Durkheim, tous les ingrédients sont là qui favorisent la confusion des lecteurs.

Je cite Elias pour indiquer cependant la radicalité du projet d'Ehrenberg. La virulence de ses dénonciations des théorisations contemporaines de la crise de la société, qui serait aujourd'hui menacée de destruction par l'excessive libération des individus et de leur égoïsme, s'enracine dans une relecture systématique de la tradition sociologique française, avec pour nœuds décisifs Tocqueville, Durkheim, Mauss, Dumont, dans une certaine mesure Touraine, et, moins connus, mais bien à tort, les Ortigues. Ces noms donnés, on s'étonnera moins. Le trait commun de ces auteurs est en effet d'avoir caractérisé la scientificité sociologique, sa rupture avec le sens commun, en faisant de l'idée que les individus « forment » la société, et que donc, potentiellement ils pourraient « se retourner » contre elle et la ruiner, non plus une évidence, mais un objet idéologique spécial, dont il fallait comprendre les conditions sociales de production. Ehrenberg, à sa façon, reprend le vaste projet de critique de cette illusion immanente à nos modes d'organisation. C'est un geste qui implique une autoréflexion critique sur la sociologie elle-même, sur ses conditions d'émergence et de réception. Car il oblige à se demander jusqu'à quel point les sciences sociales sont indemnes du

préjugé par rapport auquel elles affirment leur distance objectivante. Ehrenberg, à cet égard, pratique une critique de la sociologie qui présente des affinités avec la récente attaque d'Irène Théry contre Lévi-Strauss, laquelle montre admirablement pourquoi les structures élémentaires de la parenté ne font que projeter comme une « loi » scientifique sur les systèmes sociaux décrits précisément des postulats individualistes occidentaux – elles en nient la qualité sociale, l'invocation de Mauss tenant en somme du *hold up* intellectuel.

La définition qu'Ehrenberg donne des sociétés individualistes est toute pénétrée de Dumont. Ce sont tout simplement les sociétés qui placent, *en valeur*, et dans *certaines circonstances* sociales déterminées, l'individu au-dessus du groupe. Le modèle social antagoniste, c'est par exemple celui des castes en Inde, qui sont des sociétés non pas individualistes, mais holistes (il va de soi que ces sociétés ne détiennent pas plus que nous la vérité sur l'essence de la socialité humaine ; elles sont autrement organisées, c'est tout). Chez nous, l'idéalisation caractéristique de la formation de la société, c'est le « contrat social ». Dire que le contrat social est en crise, ou qu'il faut le refonder, c'est dire que la société va mal, parce que les individus vont mal. Les sociétés individualistes ont un problème grave, que rappelle constamment Ehrenberg. Comme la forme *sociale* qui les caractérise est justement l'individualisation croissante et l'affranchissement de ceux qui les composent, elles ne savent jamais bien comment définir le lien social, qui est structurellement chez elles le sujet d'une inquiétude. J'insiste : l'apport sociologique fondamental, par opposition au sens commun des acteurs dans une société individualiste, c'est de rappeler qu'ils ne se sont pas faits eux-mêmes les individus qu'ils sont. S'ils en sont, heureux ou malheureux, psychopathes ou professeurs de morale, et même très critiques de cette condition d'individu, c'est le résultat de l'application méthodique de règles sociales d'individualisation de l'existence, dont il est évident que toutes ne sont pas faites pour leur plaire, et qui ne produisent nullement tous les effets que chacun aurait souhaité. Il en ressort que l'idée banale, prévisible, qu'il y a un « malaise dans la civilisation » en tant que civilisation n'a rien d'une découverte empirique ou clinique. Constater un pareil malaise fait partie du jeu social, tout comme en Inde se lamenter de la décadence des critères de pureté. Le discours sur la crise de la société à cause de l'émancipation excessive des individus, qu'il s'agisse de « perversion ordinaire », de jouissance hors-castration, d'égoïsme illimité ou n'importe quoi de ce genre, cela ne nous apprend strictement rien – sauf une chose : que nous sommes dans une société individualiste où les gens se parlent et se reconnaissent membres de la société sur cette base. Il existe d'ailleurs un critère sûr du fait qu'il s'agit d'une illusion partagée, qui n'indique aucun fait particulier, mais la façon normative dont nous devons nous inquiéter les uns les autres de ce qui nous arrive : c'est le sentiment exemplaire que « ça va aujourd'hui mal comme ça n'a jamais été ». D'où les yeux ronds de ce partisan farouche de l'aggravation de la « souffrance psychosociale » des travailleurs sous les coups de boutoir du capitalisme néolibéral mondialisé (*i.e.* le Mal), découvrant que les infarctus, cancers, dépressions, remplissaient les cahiers de note des médecins du travail à l'époque du plein-emploi ouvrier dans des proportions parfois supérieures à celles d'aujourd'hui. Ou que les programmes d'« aide à la parentalité », les technologies sociothérapeutiques du soutien au père, ne sont pas nées d'une crise actuelle de l'ordre symbolique, mais ont accompagné comme son ombre le développement du capitalisme depuis La Rochefoucauld Liancourt et le joli 19^e siècle. Le présentisme obstiné est le révélateur des passions cachées sous la croyance naïve aux « faits ».

L'angle très particulier sous lequel Alain Ehrenberg aborde les questions de santé mentale s'illumine alors. Il n'a jamais été question pour lui d'en faire de révélateurs morbides des grandes normalisations à l'œuvre dans la société, à la Foucault. Elles ne sont pas davantage l'indice d'une dégradation objective de la condition psychique des individus, exposés à plus de cruauté sociale. La santé mentale est la caisse de résonance du mal-être constitutif du malaise individualiste, le lieu où il donne désormais forme aux accidents qui touchent la fabrique des sentiments moraux. Ainsi n'y a-t-il pas plus de dépression ou de traumatismes qu'autrefois (« Autrefois, raille souvent Ehrenberg, quand il y avait une vraie société, un vrai travail, une vraie politique ! »). En revanche, la dépression est devenue un « idiome de détresse » impératif, pour qui veut interpeller efficacement autrui et obtenir son aide – tout comme il aurait avant 1914 invoqué la neurasthénie ou la mélancolie à la Renaissance. La caractérisation et l'histoire de ces idiomes est capitale. Leur dynamique biaise les

enquêtes épidémiologiques (qui dénombrent des perceptions morbides négociées entre individus et observateurs), elle façonne la symptomatologie (plus ou moins somatique, morale ou inconsciente, selon l'idée du soi en vigueur), elle sert à légitimer les institutions de soin (qui répondent à une demande qui est toujours à la fois sociale et « objective » au sens médical). La dépression, pour citer Mauss, est ainsi un cas d'« expression obligatoire des émotions ». C'est d'ailleurs parlant pour les médecins hospitaliers. Quand arrive dans un service, toute fraîche des urgences, une « dépression majeure », cela peut être à peu près tout, de la schizophrénie à la rechute d'alcoolisme. Car comment disons-nous que ça va mal ? Je déprime. On ne se rend même pas compte du miracle enveloppé dans cette simple formule. Au Japon, par exemple, raconte Junko Kitataka, quand on a tenté d'introduire les antidépresseurs modernes, les laboratoires ont mobilisé des anthropologues pour tenter de cerner comment s'exprimait « la » tristesse. Ils leur ont ri au nez. Quelle tristesse ? Celle d'une femme ? Celle d'un subordonné ? A quel moment de la vie ? En présence de qui ? Et Kitataka de faire remarquer qu'embarrassés à l'extrême par les conditions sociales inextricables de la communication des sentiments, les médecins se sont mis d'accord pour favoriser massivement les symptômes somatiques, le ralentissement psychomoteur, etc. Quand elle écoutait (l'air de rien) les psychiatres poser leur diagnostic de l'autre côté du rideau, elle était ainsi stupéfaite de constater que faire taire les malades était devenu une condition *sine qua non* pour leur attribuer l'étiquette « dépression » ! La santé mentale est ainsi devenue la grande homogénéisatrice des expressions émotionnelles, le langage collectivement reconnaissable du bien-être (pensez à la santé mentale « positive », à ce que serait être « mieux que bien ») et du mal-être des individus. C'est enfin le critère vécu du succès ou de l'échec des innombrables pressions à l'autonomisation qui constituent le fond normatif de la vie sociale contemporaine.

Il va de soi que seule une approche comparative, et qui compare en outre de grandes visions de l'individualisme, peut faire ressortir les lignes de force de ces idiomes de détresse des sociétés où nous vivons. C'est pourquoi Ehrenberg a consacré énormément de temps à mettre en parallèle les développements de la santé mentale, des idéaux psychothérapeutiques et des crises successives des représentations de l'individu en France et aux États-Unis, dans *La Société du malaise*, de l'entre-deux-guerres aux années 2000. Le projet s'est nettement densifié depuis *La Fatigue d'être soi*, qui couronnait une trilogie sur l'individu en société encore pleine d'équivoques. La filiation maussienne et dumontienne est désormais pleinement assumée, et l'idée wittgensteinienne qu'il faudrait décrire la grammaire logique de nos sentiments moraux devient explicite. La suite apparaît de plus en plus inséparable d'une enquête critique sur les formes modernes de naturalisation du sentiment de soi, par les « neurosciences sociales » par exemple (c'est son travail en cours). Mais les mutations de la prise en charge des enfants n'ont pas moins de signification, vu à quel âge recule aujourd'hui la norme d'autonomisation (dont une expression simple est l'injonction de se maîtriser). Ehrenberg se demande même dans quelle mesure le psychothérapeute, à moyenne échéance, ne sera pas remplacé par un cognithérapeute, remplaçant la réhabilitation psychique par la remédiation cognitive.

La confrontation avec Marcel Gauchet n'a jamais eu lieu. Bien des textes de Gauchet des années 1980 portent la marque d'une lecture typiquement dumontienne des « crises » individualistes, notamment en matière d'éducation. On perd de vue cette perspective, à mesure qu'on avance dans le temps. *À l'épreuve des totalitarismes* se referme en effet sur une version particulièrement subtile et tempérée du motif contre lequel Ehrenberg se bat, celui des individus « contre » la société. Je cite Gauchet, en rappelant qu'il parle des années 1970 : « C'est une nouvelle configuration de crise qui s'amorce pour cette démocratie triomphante, par-delà la crise économique, comme il ne faudrait pas très longtemps pour s'en apercevoir. Car, dans le contexte où il s'effectue et qui en modèle les expressions, le bond en avant libéré par les acquis stabilisateurs des Trente Glorieuses se traduit par un déséquilibre inédit entre ses éléments. La puissance du politique à porter l'être-ensemble se révèle source d'une illusion que l'on n'attendait pas : il disparaît derrière ce qu'il rend possible. Il s'efface, en l'occurrence, derrière l'individu de droit dont il organise le règne, à tel point que celui-ci se retourne contre le cadre qui lui permet d'exister. Le triomphe [de la démocratie et du devenir-individu de chacun] débouche sur une impasse. C'est en ce sens que la combinaison équilibrée des composantes de notre régime mixte est à reconstruire. » Il me semble

que ce propos conclusif laisse au moins une possibilité d'interprétation : si les individus se « retournent » contre la société, c'est avec les armes dont celle-ci ne cesse toujours plus généreusement de les armer. Ce processus n'est pas antisocial. Il est plus paradoxal qu'autodestructeur. Il n'est pas intrinsèquement « décliniste », par exemple. Il ne nie pas le primat du social sur l'individuel, et il indique peut-être surtout les nouvelles occasions de méconnaissance de ce primat, et le désarroi qui en découle, pour les tenants d'une approche politique à l'ancienne de la co-articulation des libertés personnelles et collectives. En ce sens, je ne trouve pas qu'il coïncide trait pour trait avec la prophétie catastrophiste du déclin consommé du nom du père. Le « social » n'est pas en train de s'effondrer comme s'angoissent trop de gens.

Or si cette lecture n'est pas trop optimiste, elle permet de cerner une zone de confrontation plus précise avec les travaux d'Ehrenberg. Car, pourrait-on objecter à Ehrenberg, on ne peut pas non plus tout voir en termes de discours et d'idiome de détresse, à réalité sociale constante. Une fois ces idiomes devenus le langage et la norme de la vie affective des individus, il suit des conséquences pratiques, des souffrances réelles. En un sens, il y a donc bien « plus » de dépression qu'autrefois, et donc plus de médicaments, plus d'institutions dédiées, etc. De l'idiome à sa réalisation sociale, le pas est vite franchi. Les gens ne parlent pas pour ne rien dire. Mais en prenant ainsi les choses, n'est-on pas en train de retrouver, après un long détour, précisément ce que nombre de cliniciens ou de travailleurs sociaux observent : une aggravation désocialisante réelle des souffrances psychiques des individus ? Des pathologies vraiment nouvelles du lien social ? Je conclus : si Gauchet est l'interlocuteur d'Ehrenberg, alors la question se pose du degré acceptable de paradoxe qui permet à la société de nourrir en son sein, *tout en restant une société*, des individus dont l'existence n'a plus de sens qu'à oublier radicalement la main qui les nourrit, et, réciproquement, du degré de malaise réel, pas simplement grammatical ou idiomatique, *qui ne se laisse pas complètement résoudre dans l'ajustement douloureux de toute société individualiste à son propre vertige émancipateur*, mais qui, au contraire, le menace au cœur. Il y a là un entre-deux problématique. Voyons qui il intéresse.

Pierre-Henri Castel